

CORRESPONDANCE LYONNAISE.

Lyon le 24 décembre 1851.

M. le Rédacteur,

La France n'a pas encore quitté son voile de deuil et les vêtements funèbres de sa honte et de ses larmes ! Paris, Clamecy, Nœuvy, Crest, Aups, Béziers, Largentière, Privas, Mâcon, La Palisse, Garde-Frenet, Digne et tant d'autres villes pleurent encore sur de nombreuses victimes et sur des ruines encore fumantes. Il était donné aux jours d'asservissement où nous sommes parvenus d'attendre des prophètes de mensonges et de ruines, dire à la face des nations que le règne de la France était fini. Joignant les actes aux paroles, ils ont fait un appel aux passions les plus détestables, aux haines les plus terribles, aux envies les plus cupides, et, suivis par des milliers de prosélytes, ils ont semé le meurtre, le brigandage, le viol et l'incendie. Déjà ils chantaient victoire, déjà ils croyaient leur règne arrivé, déjà ils flattaient au milieu de la consternation générale et à la lueur de l'incendie les proies qui fléchissaient leur cœur d'une sauvage joie, mais Dieu qui est grand, qui est juste, qui est miséricordieux, n'a pas permis que de pareils vandales eussent seulement une heure les destinées de la France dans leurs mains. Ah ! s'il n'en avait pas été ainsi, ou en serions-nous ! je frémis en y pensant...

Mais cette terrible catastrophe si heureusement comprimée ne reverrait-elle pas un jour la tête pour nous écraser tous ? Hélas ! je n'ose espérer tant de bonheur. Aux yeux de l'incrédule et de l'impie, cette victoire matérielle remportée sur l'anarchie ne prouve rien, ne signifie rien, mais, à mes yeux, mais dans la pensée de tous les hommes bien pensants, n'est-ce pas plutôt un avertissement de Dieu ? Tous les états tremblaient sur leurs bases, la terre même tremblait sous nos pas. Une race souterraine ourdisait dans l'ombre les complots les plus sanguinaires et les plus féroces. Ils étaient là, à notre porte, sous nos pieds, les assassins, ces incendiaires, prêts à faire irruption et à nous engouffrer, la mêlée devait être générale, le signal devait partir de la France et aller ensanglantant tous les royaumes. C'en était fait, encore quelques jours et toutes les communes de la France entière devaient s'insurger en masse. En présence d'une insurrection aussi formidable, aussi générale, l'armée aurait-elle pu multiplier ses forces ? Le découragement, la défection et la mort, ne se seraient-ils pas glissés dans les rangs de cette même armée qui vient de prodigier si héroïquement son courage et son sang pour le salut de la patrie ? Mais le temps des miracles n'est pas passé, la patience de Dieu, si admirable, si miséricordieuse, a bien voulu nous épargner encore un terrible châtiement. Grâce à lui, nous avons triomphé ; mais les hommes eux-mêmes deviendront-ils plus sages ? Si par une protection spéciale du Ciel le souverain actuel de la France a relégué aux géonies le bonnet phrygien souillé de sang et les haillons hideux du socialisme, est-il bien sûr que jamais l'hydre révolutionnaire ne relèvera la tête ? Le voilà donc le fruit de cette corruption ignominieuse, de ce cynisme, de cette impiété toujours croissant dans toutes les classes de la société. « Enrichissons-nous ! » tel a été le cri, le mot de passe de tous les hommes qui voulaient avant tout le bien-être matériel. Et pour s'enrichir, ils conviaient des écrivains à toutes les orgies de la pensée, et pour s'enri-

chir, ils personnifiaient l'égoïsme et la cupidité, et pour s'enrichir ils conspiraient dans l'ombre et faisaient entrer la haine dans le cœur de pauvres dupes qui couraient à la suite d'un bonheur chimérique. Le temps ne sera-t-il pas bientôt passé de faire les esprits forts et d'espérer des délices impossibles ? En présence du fruit de leurs œuvres, ne reculeront-ils pas effrayés, les contempteurs de tout ordre social, ces mécontents de tous les partis ? Oh ! qu'on y prenne garde, l'anarchie a poussé de profondes racines en France, les hommes de désordre convergent tous vers une haine violente au fond de leur cœur, la barbarie fait toujours sentinelle prête à crier aux armes à la moindre occasion.

Le pays vient de se prononcer, la majorité veut le maintien du président de la république. Tous les hommes seront-ils assez sages pour faire abnégation de leur parti et seconder efficacement ce chef du pouvoir que Dieu a placé si haut en France ?

Mais, bonours-là, pour aujourd'hui, nos réflexions, il y en aurait tant à faire si on le voulait. Abordons des détails qui répugnent à mon caractère et que pourtant je ne dois pas passer sous silence. Je vais vous parler des œuvres de l'anarchie ; je vais vous reporter aux mauvais jours de 1793, mais, cette fois, au moins, après le crime vient la punition.

L'année une fois vaincue à Paris n'a pas osé monter de nouveau la tête. Elle a emporté une partie de ses blessés et est entrée dans ses bouges infects. L'armée a perdu environ 90 hommes tués et une centaine de blessés plus ou moins grièvement ; l'anarchie peut bien compter un millier de morts et peut-être bien autant de blessés. Trois foyers montagnards ex-représentants qui ont voulu être les chefs de leurs barricades, se sont endormis dans l'éternité. Les noms de ces hommes vous les savez : Baudin, Esquiros et Doussin. Ceci est justice. Plusieurs autres ont été blessés et sont entre les mains de la justice.

Lyon, je suis heureux de le dire, a été protégé d'une manière visible. Notre-Dame de Fourvières placée entre le Ciel et notre cité, intercède sans cesse pour nous. Certes, les complots et les projets n'ont pas manqué ; les plans n'ont pas fait défaut, mais Dieu n'a pas permis que le sang ensanglantât nos rues. Quelques milliers de vanriens ont été arrêtés parmi les quels, hélas ! il y a des innocents ; mais comment faire autrement ? Il y avait bien une bande de cinq à six mille coquins qui venaient recruter leurs frères de Lyon ; il y a bien eu jonction à Villars, petit bourg au milieu des bois et des étangs, à cinq lieues de Lyon ; de là, après avoir recruté tous les garnements des environs on devait bien arriver à l'improviste sur Lyon, mais, par esprit de charité, un régiment de Cuirassiers et quelques bataillons de troupe de ligne ayant un général en tête, leurs sont allés fraternellement au devant et quand ils les ont abordés ils les ont pourchassés le plus fraternellement du monde malgré la vive opposition de ces chevaliers de la démocratie qui ont été heureux de se sauver à toutes jambes dans toutes les directions, laissant un grand nombre de prisonniers et des martyrs au pouvoir de l'armée. Quelques-uns sont noyés, d'autres se sont égarés dans les bois où, infortunés comme des bêtes fauves, ils n'ont pas tardé à être pris. Depuis, quelques-uns ayant été aperçus par la troupe, rôdant et armés, celle-ci n'a pas balancé à les fusiller quand ils ont voulu faire de Popposition. Toute la France doit pourtant bien savoir que depuis trois semaines l'opposition est souverainement défendue.

Mais qu'est-ce que cela auprès des horreurs qui se sont passées en d'autres contrées ? Et combien le mal aurait été encore plus grand si des hommes d'énergie et de dévouement ne s'étaient montrés au premier rang de la défense ! Nous, enfants de Lyon, nous avons été protégés par cette main d'en haut qui s'étend si merveilleusement sur notre cité, mais combien moins heureux que nous expirant dans la misère, les larmes et le désespoir !

Il y a deux ans, un livre parut, il portait pour titre : *Le lendemain de la victoire*. Eh ! bien, ce livre, lisez-le et vous verrez si tout ce que dit l'auteur ne s'est pas passé dans certaines contrées ; et pourtant ce n'est que le commencement de la fin.

D'autre part, voulez-vous connaître au net l'aspect de ces mêmes contrées au pouvoir de l'anarchie pendant quelques jours ? Lisez certains passages de la première partie du Montagnard, la description de ces bandes hideuses de patriotes, et vous vous convaincrez que M. de Bayancourt n'est pas resté en dessous de la vérité.

Détournons avec horreur les yeux de Béziers (Hérault) ; il s'y est commis tant d'atrocités que ma plume se refuserait à vous tracer de si honteuses lignes. Pleurons et gémissons sur tant de pauvres victimes, sur d'innocentes vierges devenues la proie de la démagogie triomphante et prisons pour ces pauvres soldats massacrés et passons en priant Dieu de ne plus permettre de tels excès.

Transportons nous à Clamecy ; cette infortunée ville vient de tomber au pouvoir de l'anarchie qui y règne en despote et fait exécuter les ordres les plus barbares. Des barricades sont élevées. Six mille insurgés sillonnent les rues et mettent les villes à sang. Des haines particulières s'assouissent. Vous content d'avoir massacré trois gendarmes, ou délibéré si on ne les torturera pas. Mais bientôt après arrive la troupe, des engagements ont lieu, des insurgés tombent mortellement frappés, et de combat en combat, la victoire reste à l'armée.

Savez-vous ce qui est arrivé à Balarieux ? Attaqués par une population en délire, les gendarmes de cette petite ville s'étaient retranchés dans leur assemblée pendant deux heures ils ont soutenu avec un courage admirable un assaut pendant lequel trois d'entre eux sont morts. La femme d'un d'eux a été également tuée... Voyant leurs efforts repoussés, les insurgés ont en recours à un moyen infernal, ils ont mis le feu à la caserne. Un pauvre enfant converti de blessures cherchait à s'échapper de la caserne en feu. Les insurgés l'ont saisi et précipité dans les flammes !

Toutes les communes situées entre Clamecy et Coulanges ont eu leur émeute et leurs massacres. Dans un petit village du nom de Pousseau, le maire de la commune, vieillard de 80 ans, fut odieusement assassiné. Parce qu'il s'était opposé à l'établissement de ces sauvages, il tombe frappé de six balles.

A Nœuvy, 900 insurgés ont régné en souverains. Ils ont commis tous les brigandages possibles. Le vénérable curé de cette paroisse, n'oubliant que son zèle, voulut exhorter la foule à se calmer et à rentrer dans le devoir. Pour toute réponse on lui tira un coup de fusil à bout portant et la balle lui traversa la poitrine.

A Crest, petite ville de 6,000 habitants, dans le département de la Drôme, il y a eu ruines et carnages. Trois jours et trois nuits on s'est battu ; la ville était barricadée, les portes et les fenêtres closes hermétiquement, la cons-

tervation générale. Des hommes de cœur s'unirent à la troupe, deux régiments partirent, l'un de Lyon, l'autre de Grenoble ; l'artillerie vomit la mitraille et les canons rouges... Les insurgés s'emparèrent de trois missionnaires et du curé de Crest qu'ils placèrent au premier rang pour que l'armée en les voyant ne fit pas feu sur eux. Mais le colonel commandant, fit brusquement tourner deux bataillons à gauche ; on enleva les prêtres et on put faire feu tout à l'aise sur cette bande de pillards. Trois cents insurgés restèrent morts sur le champ de bataille et beaucoup de blessés furent emportés par les leurs. La troupe fut assez heureuse pour perdre peu d'hommes et bientôt après elle fut maîtresse de toutes les positions. Aujourd'hui l'ordre y est parfaitement rétabli, mais les mesures sont d'une sévérité terrible. Du reste, c'est ainsi organisé dans presque toute la France. Tout individu pris les armes à la main en faisant résistance à la force armée est fusillé sur le champ. Après le combat décisif de Crest on voyait des femmes éplorées parcourir les rues de la ville et les alentours appelant un père, un époux, un fils ! Hélas ! que de pauvres dupes de la démagogie se sont fait massacrer !

Le département des Basses Alpes a été entièrement au pouvoir de la démagogie ; le sous-préfet de Forcalquier arrêté, garrotté, bâffoué, blessé, menacé de mort. Sa femme a été pendant 36 heures sous une perpétuelle menace de la même nature, toutes les autorités emprisonnées, tous les hommes d'ordre, tous les riches désignés à la fureur des assassins. Le drapeau rouge fut arboré à Digne, à Manosque, à Banlonnette, à Forcalquier. L'émeute une fois lancée ne s'arrêta pas en si bon chemin. Le préfet du département avait été obligé de s'enfermer dans la citadelle de la ville gardée par une trentaine de jeunes soldats. Qu'importait à l'anarchie la présence du préfet dans cette petite forteresse ? Des soldats de la démagogie furent placés aux alentours avec ordre de faire feu sur le premier qui oserait sortir de la citadelle ou y entrer pour porter de la nourriture. De cette manière on espérait prendre le préfet par la famine. Les promesses les plus innocentes de l'anarchie triomphante furent celles-ci :

« Les caisses publiques et particulières pillées, riches rançonnées, les provisions du grand séminaire enlevées, les élèves obligés d'en sortir et d'errer dans les rues au milieu de la nuit, etc. »

Maintenant, par système d'intimidation, hommes influents arrêtés et incarcérés menacés de mort, dispositions d'exécution, etc. Heureusement des régiments de troupe de ligne arrivaient d'Aix et de Marseille ; les généraux de la société se sont donné peur. Ceux qui gouvernaient à la préfecture de Digne ont pris la fuite et une bande de trois ou quatre mille aynt été rencontrée par un régiment de ligne fut battue et culbutée sous les murs d'un petit village appelé Mée et où ils ont laissé une soixantaine de morts. Cette déroute mit le comble au découragement de tous ces braves qui jetèrent leurs armes et s'enfuyèrent dans toutes les directions. On vint bientôt à bout de ceux qui étaient restés dans les villes ; on en fit un grand nombre prisonniers, le reste prit la fuite. Aujourd'hui le département des Basses Alpes est à peu près complètement pacifié et le règne de la loi recommence.

Le département de l'Ardèche a eu aussi sa part de sang et de victimes. L'Argentière surtout a été témoin des exploits de la démagogie. Cette petite ville était gardée par soixante ou quatre-vingts soldats seulement.

Dix-huit cents pillards s'étaient réunis et avaient décidé de s'emparer de la ville. Ils arrivèrent donc en masse et montèrent à l'assaut avec une grande rage et des cris terribles, mais ils furent repoussés. Trois fois ils revinrent à la charge et trois fois ils subirent le même sort. De bons et braves habitants, voyant quels dangers courait la ville et craignant que les soldats et la brigade de gendarmerie, accablée par le nombre, fût massacrée se portèrent sur le lieu du combat et payèrent de leur personne. Aussi, malgré tous leurs efforts, les vandales furent repoussés et laissèrent une quarantaine de morts sur le champ de bataille. De là ils se mirent sur Joyeux et sur la Beaume qu'ils marquèrent de leur sang et ce qui resta se dispersa dans les montagnes. A peu près en même temps une bande considérable s'avancait sur Vals et Aubenas pour y porter le meurtre et le pillage. Heureusement il se trouva dans ces localités des hommes d'énergie et de patriotisme ; M. le maire de Vals convoqua le conseil municipal qui resta en permanence. Toute la saine population se leva en masse et reçut des armes et des cartouches, et tandis qu'une partie de ces hommes de bonne volonté faisait bonne garde dans la ville, une portion faisait des patrouilles intérieures et extérieures pour contenir ceux qui auraient voulu prêter main forte aux anarchistes ; la troisième portion ayant à sa tête le frère du maire du Vals, M. Champanhet, jeune officier de marine en congé, s'était portée au devant des agresseurs, sur la route d'Entraignes. Dès onze heures du soir on entendit les chants des pillards, ces chants odieux qui servaient de prélude aux saturnales de 1793, et aussitôt la population de Vals se mit en mesure de leur résister. Deux parlementaires demandant le passage à travers du bourg pour leur bande, s'avancèrent ; on les conduisit à la mairie où ils furent retenus prisonniers. Peu de temps après deux autres parlementaires parurent, on les fit également arrêter. Enfin le chef des brigands s'avança à la tête de plus de cinq cents hommes armés et demanda qu'on lui rendit ses parlementaires. M. Champanhet répondit que les parlementaires étaient prisonniers et qu'ils y resteraient. Le chef des brigands voulut alors forcer le passage, mais M. Cham-

panhet intrépidité qu'il avait l'honneur de commander d'empêcher le passage, ils se firent massacrer jusqu'au dernier plutôt que de le leur livrer.

Le chef des brigands déclara qu'il accordait dix minutes et si au bout de ce temps on n'avait pas rendu les parlementaires, il ferait couler le sang et massacrer tout ce qui s'opposerait à son passage. L'officier de marine répondit que cet intervalle ne changerait rien à sa résolution. Alors le chef des brigands ordonna à sa troupe d'avancer. M. Champanhet fit aussitôt le commandement à ses citoyens : « À prêttes armes ! fusils en joue ! » A l'aspect de ces fusils qui les couchèrent en joue avec un si merveilleux ensemble, tous les brigands prirent la fuite en menaçant d'un prochain retour, mais ils n'ont pas reparu, et leur bande désorganisée s'est jetée sur les localités voisines où elle a prodigué le pillage, l'incendie et le viol dans toutes les maisons isolées et sans défense. Des assassinats ont été commis, le deuil est entré au sein de beaucoup de familles et le pays dont j'ai foulé le sol au mois d'août dernier est dans la consternation la plus grande. Mais qu'est-ce que c'est que tout cela, grand Dieu, auprès de tout ce qui a ensanglanté le département du Var !!!

M. L. M. C.

(A continuer.)

FRUBBROU.

LA CONDAMNATION DU GENERAL GUSTINES.

(Suite.)

Un hasard heureux me rendit maître de Mayence, continua Custines. Le brave Houclard ayant reçu une blessure honorable, je l'envoyai porter la sonation au gouverneur. Son air menaçant, la blessure qu'il avait reçue, la manière énergique avec laquelle il s'exprimait, tout cela en imposa au gouverneur, qui se rendit. Pour conserver cette ville, il fallait s'emparer de Francfort ; d'un autre côté, un décret portait que les troupes de la république seraient payées en argent sur le territoire ennemi ; je n'avais pas unécu. Je résolus donc de prendre Francfort, afin de faire contribuer les banquiers de cette ville ; c'est ce que je fis.

Mais pourquoi, demanda le président, au lieu d'ordonner au commandant que vous aviez placé dans cette ville de sortir les canons des arsenaux et de les placer sur les remparts, ne les y avez-vous pas placés vous-même deux jours auparavant, quand vous avez été à Mayence ?

Sans doute, répondit Custines, mais il au-

rait fallu en avoir le temps. J'avais plusieurs postes à occuper pour empêcher l'ennemi de pénétrer. Il fallait que je surveillasse ses mouvements dans les montagnes. Je savais que le commandant que j'avais mis à Francfort était un excellent officier, très bon ingénieur ; qu'il s'était battu dans sa patrie (la Hollande) contre les prussiens ; c'étaient ces considérations qui me l'avaient fait choisir. Je suis arrivé à Francfort une demi-heure après sa prise. Nous étions déjà près de la tour lorsque l'on nous dit que les prussiens venaient de s'en rendre maîtres, et qu'elle n'avait tenu que deux heures. J'en fis ému ; car, qui aurait pu prévoir que ce commandant laisserait entrer la veille dans la ville 500 charpentiers qui, au moment de l'attaque, ouvraient les portes de la ville ? Pouvais-je prévoir qu'une ville qui a de larges fossés remplis d'eau, qui a des ponts-levis ; pouvais-je prévoir qu'ils resteraient baissés au moment de l'attaque, et que les ennemis passeraient sur ces mêmes ponts-levis pour entrer dans la ville ? Non, sans doute. Je regrette, autant que tout bon français, nos braves frères qui sont tombés sous le couteau des assassins. Heureusement le nombre ne fut pas aussi grand que l'on avait pensé d'abord. La garnison était composée de deux mille trois cents hommes : eh bien ! onze cents furent faits prisonniers, huit cents se sont sauvés, et le reste a été massacré.

Avez-vous donné l'ordre du 5 juin, demanda le président à Custines ?

Oui, j'ai donné ordre de mettre à mort, tous

les lâches qui abandonneraient leurs drapeaux.

Mais, répliqua l'accusateur public, la loi vous défendait de faire des règlements portant peine de mort. Vous pouviez faire des règlements pour la police militaire, mais non prononcer sur la mort. — J'ai fait ce règlement, parce que la désertion était extrême. Je l'ai fait par excès de zèle ; d'ailleurs il n'a point été exécuté, et ne pouvait l'être qu'après un jugement préalable. — Mais, ceux que vous avez fait fusiller à Spire n'ont point subi de jugement préalable ? — Quant à ce que j'ai fait à Spire, j'en ai rendu compte à la convention nationale, qui a approuvé ma conduite. D'ailleurs, si pour ce fait il faut que je porte ma tête sur l'échafaud, je saurai y marcher avec calme et sérénité. — Pourquoi avez-vous demandé au commandant de Strasbourg qu'il vous donnât par écrit l'état de l'artillerie de cette place ? vous savez que la loi le défend expressément. — Quoi ! pour le général ? — Oui, pour le général : vous pouviez lui en demander l'aperçu verbalement, mais non par écrit. — J'ignorais cette loi.

Zimmermann, Allemand de nation, déposa (par l'organe d'un interprète) que, dès l'entrée des troupes de la république en Allemagne, il fut trouver Custines pour lui offrir de lui livrer Manheim. L'accusé reçut son offre avec assez d'indifférence ; néanmoins il lui ordonna de faire pour cet effet toutes les démarches nécessaires, et même d'entrer, si besoin était, en négociation. Le dépositaire ne manqua point de s'assurer de gens adroits et intelligents sur lesquels on pouvait compter. Étant de

retour de Manheim, ajouta le dépositaire, je revins faire part à Custines de ma mission, et lui demandai deux mille hommes, dont huit cents d'infanterie et douze cents de cavalerie, pour faire une fausse attaque, et trois ou quatre canons pour tirer sur le château dans lequel était la princesse douairière, qui, effrayée, n'aurait pas manqué d'engager ses gens à se rendre. Pour effectuer ma promesse, je choisis le jour de la fête de l'électeur palatin.

Custines me répondit qu'il fallait que je patientasse encore deux mois et demi pour l'exécution de ce projet, c'est-à-dire jusqu'au commencement de mai, temps où les Prussiens ne manqueraient pas d'être arrivés.

L'accusé, interrogé sur ce fait, répondit : A peine j'eus mis le pied en Allemagne, que tous les fous de ce pays sont venus me trouver ; ils voulaient tous me livrer leurs villes, et lorsqu'il fallait agir, il n'y avait plus personne. On m'avait dit qu'on me livrerait Manheim moyennant douze cents mille livres ; je mandai ce fait au conseil exécutif, qui m'envoya sur-le-champ l'ordre de somme. Je le gardai dans ma poche pendant plusieurs jours ; je n'ai vu venir personne pour gagner cet argent. Je disais d'attendre jusqu'au mois de mai, parce que je pensais que l'armée de la Moselle se mettrait en marche dans ce temps, pour se joindre et agir de concert avec l'armée du Rhin.

Le témoin continue sa déposition, et observe qu'en général, en Allemagne, Custines était accusé d'avoir voulu livrer les députés

qui étaient à Mayence, comme Dumouriez, avait livré les autres à saint-Amand. On alléguait pour raison que deux femmes que Custines avait dans Mayence avaient été averties le 29 mars, c'est-à-dire vingt-quatre heures avant qu'il n'ordonnât la sortie de l'artillerie et de sept mille hommes, parmi lesquels étaient les représentants du peuple.

A cet égard l'accusé répliqua qu'il n'avait point de maîtresses, ni dans Mayence, ni ailleurs ; que les deux femmes dont parlait le dépositaire étaient des patriotes qui lui avaient demandé la permission de venir le voir pour s'informer des progrès de la révolution française, à laquelle elles prenaient le plus vif intérêt.

Quant au parallèle que l'on fait entre moi et Dumouriez, je ne vois pas quel rapport il peut y avoir entre moi, qui ai toujours servi la patrie en homme d'honneur, et un bas intrigant tel que Dumouriez.

J'ai écrit à Custines, continua le témoin, par l'intermédiaire de Thonvenot, que les Prussiens arrivaient, qu'ils avaient passé le Rhin, et qu'il eût à prendre ses précautions. Custines ne m'a fait aucune réponse.

Je n'ai jamais vu cette lettre, répondit l'accusé, et comment l'aurais-je vue ? J'arrivai de Paris. Ce ne fut qu'entre Worms et Mayence que j'appris l'arrivée des Prussiens ; encore n'étais-ce que leur avant-garde qui se trouvait déjà passée. Je balançai si je les attaquerais ou non. Je suivis ce dernier parti, parce que je craignais d'engager les troupes de la répu-